

PRÉFECTURE DES YVELINES

ARRETE n°

99-271 *Duel*

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU** la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,
- VU** l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU** la circulaire du Ministère de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,
- VU** la circulaire du Ministère de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1988 par lequel la société GSM a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière d'environ 118 ha à CARRIERES-SOUS-POISSY,
- VU** les arrêtés préfectoraux du 13 octobre 1989, 4 décembre 1989, 23 février 1993 et 18 janvier 1996 par lesquels Monsieur le Préfet du département des Yvelines a pris acte de déclarations de fin de travaux partiels de la société GSM,
- VU** la demande en date du 17 juillet 1998 par laquelle Monsieur Nicolas VUILLIER agissant en qualité de Directeur Régional, sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation et de modifier les conditions de remise en état d'une carrière de sables et graviers d'une superficie de 90 ha environ sur le territoire de la commune de CARRIERES-SOUS-POISSY,
- VU** les avis exprimés au cours de la consultation administrative,
- VU** les avis exprimés au cours de l'enquête publique,
- VU** le mémoire en réponse de l'exploitant aux observations formulées au cours de l'enquête publique en date du 8 février 1999,
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 février 1999 prorogeant de 15 jours jusqu'au 10 mars 1999 le délai de remise à la préfecture des rapports et des conclusions du commissaire-enquêteur,
- VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 8 mars 1999,
- VU** l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Ile-de-France en date du *4 mai 1999*
- VU** l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de sa réunion du *19 mai 1999*
- SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

SOMMAIRE

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER	.....
Article I-1 : Autorisation	.....
Article I-2 : Rubriques de classement au titre des installations classées	.....
Article I-3 : Caractéristiques de la carrière	.....
Article I-4 : Dispositions contraires	.....
CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	.....
Article II-1 : Conformité aux dossiers	.....
Article II-2 : Modifications	.....
Article II-3 : Contrôles et analyses	.....
Article II-4 : Fin d'exploitation	.....
Article II-5 : Accidents et incidents	.....
CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES	.....
Section 1 : Conduite de l'exploitation	.....
Article III-1 : Information du public	.....
Article III-2 : Bornage	.....
Article III-3 : Accès à la carrière	.....
Article III-4 : Conduite de l'exploitation	.....
Article III-5 : Epaisseur d'extraction	.....
Article III-6 : Front d'exploitation	.....
Article III-7 : Extraction en nappe alluviale	.....
Article III-8 : Elimination des produits polluants	.....
Article III-9 : Remise en état du site	.....
Article III-10 : Remblayage de la carrière	.....
Section 2 : Sécurité du public	.....
Article III-11 : Interdiction d'accès	.....
Article III-12 : Distances limites et zones de protection	.....
Section 3 : Plans	.....
Article III-13 : Plans	.....
CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS	.....
Article IV-1 : Dispositions générales	.....
Article IV-2 : Intégration dans le paysage	.....
Article IV-3 : Pollution des eaux - Prévention des pollutions accidentelles	.....
Article IV-4 : Pollution de l'air	.....
Article IV-5 : Incendie et explosion	.....
Article IV-6 : Déchets	.....
Article IV-7 : Bruits, vibrations et horaires de travail	.....
CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES	.....
Article V-1 : Garanties financières	.....
Article V-2 : Montant des garanties financières	.....
Article V-3 : Renouvellement des garanties financières	.....
Article V-4 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières	.....
Article V-5 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières	.....
Article V-6 : Absence de garanties financières	.....
Article V-7 : Appel aux garanties financières	.....
Article V-8 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières	.....

CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES

Article VII-1 : Annulation, déchéance

Article VII-2 : Sanctions

Article VII-3 : Information des tiers

Article VII-4 : Remise en état des voiries

Article VII-5 : Autres réglementations

Article VII-6 : Délais et voies de recours

ARRÊTE

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

Article I-1 : **Autorisation**

La Société Anonyme GSM, dont le siège social est situé aux Technodes, BP 2, 78931 GUERVILLE CEDEX, est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sise aux lieux-dits "La Vieille Ferme", "Le Domaine St Louis", "Les Bouveries", "Les Moricets" et "La Demie-Lieue", sur une superficie d'environ 90 ha du territoire de la commune de CARRIERES-SOUS-POISSY.

Article I-2 : **Rubriques de classement au titre des Installations classées**

L'exploitation de cette carrière relève des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous :

<i>Désignation de l'activité (ou de l'installation)</i>	<i>Rubrique de la nomenclature</i>	<i>Régime</i>
Exploitation d'une carrière de sables et graviers sur une superficie de 90,6 ha, d'une capacité de production nominale de 800 000 tonnes par an	2510-1°	A

A = Autorisation

D = Déclaration

Rubriques de classement au titre de la loi sur l'eau (pour mémoire)

<i>Désignation de l'activité</i>	<i>Eléments caractéristiques</i>	<i>Rubrique de la nomenclature</i>	<i>Régime</i>
Carrières alluvionnaires	90,6 ha	4.4.0	A
Création de 2 plans d'eau	superficie supérieure à 3 ha au total	2.7.0	A

A = Autorisation

D = Déclaration

Article I-3 : Caractéristiques de la carrière**- Périmètre de l'autorisation**

Un plan cadastré au 1/4000 précisant le périmètre de l'autorisation du secteur (ou site) B6 (au lieudit "La Vieille Ferme") est annexé au présent arrêté. Un plan cadastré au 1/3000 précisant le périmètre de l'autorisation des secteurs B7 - B5 (aux lieuxdits "Les Morizets" et la "Demie-Lieue") est joint au présent arrêté. Un plan cadastré au 1/3000 précisant le périmètre de l'autorisation du secteur B8 (au lieudit "Le Domaine St Louis") est joint au présent arrêté. Un plan cadastré au 1/2500 précisant le périmètre de l'autorisation du secteur B4 (au lieudit "Les Bouveries") est joint au présent arrêté.

- durée de l'autorisation :

La présente autorisation est accordée pour une durée de 6 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état.

Le tonnage maximal annuel extrait de sables et graviers est de 270 000 tonnes par an, représentant un volume maximal annuel de 160 000 m³ environ.

- tonnage total de produits à extraire autorisé :

La quantité totale à extraire autorisée est de 270 000 tonnes.

Article I-4 : Dispositions contraires

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1988 contraires aux dispositions du présent arrêté sont abrogées.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article II-1 : Conformité aux dossiers

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact et au plan de l'état final en état mentionné à l'article III-9 et annexé au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande en date du 17 juillet 1998 en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article II-2 : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article II-3 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées. Tous les frais occasionnés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article II-4 : Fin d'exploitation

L'exploitant doit adresser au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié.

Article II-5 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES

Section 1 : Conduite de l'exploitation

Article III-1 : Information du public

L'exploitant met en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article III-2 : Bornage

L'exploitant place et maintien en place jusqu'à l'achèvement des travaux de remise en état et pendant toute la durée de l'autorisation :

- 1° des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- 2° des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état.

Article III-3 : Accès de la carrière

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il n'aggrave pas la situation de risque pour la sécurité publique.

Article III-4 : Conduite de l'exploitation

Aucun travaux de défrichement ou décapage ne sont réalisés.

Extraction

Article III-5 : Épaisseur d'extraction

L'épaisseur maximale d'extraction (gisement exploitable) est de 10 mètres.

Les cotes minimales NGF d'extraction sont de 14 m NGF.

Article III-6 : Front d'exploitation

Les fronts d'extraction auront une pente maximale de 45° en limite de la bande des 10 m définie à l'article III-12 du présent arrêté.

Article III-7 : Extraction en nappe alluviale

Le pompage de la nappe alluviale pour l'exploitation et la remise en état du site est interdit.

Remise en état

Article III-8 : Élimination des produits polluants

Les déchets et produits polluants résultants du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.

Article III-9 : Remise en état du site

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte-tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard le 31 décembre 2002.

La remise en état du site doit être achevée au plus 6 mois avant l'échéance de l'autorisation. Elle comporte notamment les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu la vocation ultérieure du site.

La remise en état de la carrière est réalisée selon le plan de l'état final, joint en annexe du présent arrêté, pour les secteurs B4, B5 et B7, B6 et B8.

Les caractéristiques de la remise en état de la carrières sont les suivantes :

- Secteur B8, lieudit "Le Domaine de St Louis-sous-Poissy"

* les terres végétales présentes sur le site ne sont pas régaliées et sont maintenues à disposition des aménagements futurs de ces terrains (hormis pour le pourtour du plan d'eau ci-dessous mentionné). Les différentes activités déjà présentes sur le site et en cohérence avec les orientations du P.O.S. pour l'aménagement de la zone, ou projetées (installation de concassage, criblage, lavage de matériaux de carrière) sont maintenues en place.

* un plan d'eau est créé au Sud du secteur. Son contour correspond à celui du plan de remise en état final joint au présent arrêté. Le pourtour de ce plan d'eau sera taluté selon une pente inférieure à 30°. Il fera l'objet d'un régaliage de terres végétales et d'une végétalisation sur son pourtour, selon le plan de remise en état joint au présent arrêté.

* Les constructions et les locaux d'activités qui se sont installés sur ce secteur conformément à la vocation de la zone peuvent être maintenus en place.

- Secteur B6, lieudit "La Vieille Ferme"

* La superficie du plan d'eau au lieudit "La Vieille Ferme" sera de 10 ha et ses contours seront conformes au plan de remise en état final joint au présent arrêté. Les remblais supplémentaires par rapport à la situation actuelle seront réalisés conformément au dossier de demande d'autorisation, jusqu'à la côte 21 m NGF sur une zone d'une superficie de 3 ha située au Sud-Est du secteur, en dehors des zones submersibles au regard du décret du 8 février 1991 relatif à la détermination du plan des zones submersibles de la Seine dans les Yvelines. Le raccordement avec la carrière au lieudit "Plaine Ouest" aura une pente maximale de 10 %. Les berges du plan d'eau seront talutées à une pente inférieure à 30°. Les berges déjà réaménagées à la date de notification du présent arrêté ne seront pas modifiées. Les terres végétales présentes en périphérie du secteur seront utilisées conformément au dossier de demande d'autorisation. Les terres végétales présentes en périphérie du secteur seront régaliées pour atteindre la côte initiale. Toutefois, les terres végétales présentes en périphérie du site pourront y être maintenues si dans un délai d'un an et six mois après la publication du présent arrêté, l'exploitant notifie à Monsieur le Préfet des Yvelines son souhait à cet égard, motivé par une demande formelle des collectivités territoriales compétentes pour ces terrains (Mairie de Carrières-sous-Poissy notamment). Dans tous les cas, les merlons susceptibles de gêner le libre écoulement des flots en zone inondable en cas de crue de la Seine devront être supprimés.

- Secteur B4, lieudit "Les Bouveries"

* Les terres végétales présentes en périphérie de ce secteur ne sont pas régaliées. Elles sont maintenues à disposition des aménageurs futurs du secteur.

- Secteur B7 et B5, lieux-dits "La Demie Lieue" et "Les Morizets"

Les terrains de ce secteur seront remblayés et les terres végétales constituant les merlons au bord du secteur sont régaliées jusqu'à la côte initiale des terrains et les terrains seront végétalisés, ainsi que précisée sur les plans réalisés par un expert géomètre, joints en annexe du dossier de demande en date du 17 juillet 1998). Un plan d'eau de 2 ha, dont les contours sont précisés sur le plan de remise en état joint au présent arrêté sera réalisé sur le secteur B7 si l'exploitant notifie à Monsieur le Préfet du département des Yvelines dans un délai de 2 ans après la publication du présent arrêté, son souhait de réaliser ce plan d'eau. A défaut, l'ensemble des terrains de ce secteur seront réaménagés par remblai, régaliage de terres végétales jusqu'à la côte initiale et végétalisation comme précisé ci-dessus. Le raccordement avec les

terrains situés au nord du secteur se feront par un remblai et un talutage des terrains à une pente de 30° au maximum.

Article III-10 : Remblayage de la carrière

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur et la zone de remblai. Un plan topographique permet de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

a) Concernant les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier

Les matériaux d'apport extérieur ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet,
- il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés,
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé,
- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés soit dans une benne, soit à titre exceptionnel sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48 heures. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés. Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé.

b) Concernant les matériaux acheminés par voie fluviale, les matériaux d'apport extérieur acheminés par voie fluviale ne peuvent être acceptés que s'ils ont été préalablement triés avant leur chargement afin de ne transporter que des matériaux inertes. Le bordereau de suivi porte mention de l'opération de tri.

c) Mise en place de piézomètres de contrôle

L'exploitant met en place une surveillance piézométrique consistant dans un piézomètre à l'amont hydraulique et 1 piézomètre à l'aval hydraulique de l'écoulement de la nappe, pour chaque secteur ou des remblais sont en cours à savoir B5 et B7 ainsi que B8 soit 4 piézomètres au total. Pour ce qui concerne le site B6 (lieudit "La Vieille Ferme") une surveillance est exercée par des prélèvements qui seront réalisés dans l'étang de la Vieille Ferme

Section 3 : Sécurité du public

Article III-11 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. Une clôture efficace ou tout dispositif équivalent interdit l'accès aux zones dangereuses. Une clôture solide et efficace est mise en place autour des chantiers d'exploitation du gisement. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre interdit par une clôture efficace ou tout dispositif équivalent.

Article III-12 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Section 4 : Plans

Article III-13 : Plans

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au mois de janvier de chaque année, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.

Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressés respectivement à l'inspection des installations classées au plus tard au 15 février de chaque année.

CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article IV-1 : Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envois de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article IV-2 : Intégration dans le paysage

I - L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état, à l'exception de du stock tampon prévu à l'article III-10.

II - Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées, en particulier :

- plantations
- merlons de terre végétale, ..., engazonnés et plantés.

Article IV-3 : Pollution des eaux - Prévention des pollutions accidentelles

IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

IV-3-2 Contrôles piézométriques de la qualité de la nappe initiaux et finaux

L'exploitant procède à un contrôle piézométrique de la qualité de la nappe et à un contrôle de l'eau de l'étang de la Vieille Ferme sur les points de contrôle définis à l'article III-10 sur les paramètres et avec la fréquence suivants :

pH à 20°C	analyse semestrielle
Conductivité	analyse semestrielle
Hydrocarbures	analyse semestrielle
DCO	analyse semestrielle
(demande chimique en oxygène)	

L'exploitant communique au 15 février de chaque année un bilan de ces contrôles pour l'année précédente.

Article IV-4 : Pollution de l'air

L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Article IV-5 : Incendie et explosion

Les installation ou engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article IV-6 : Déchets

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Article IV-7 : Bruits, vibrations et horaires de travail

Les installations et l'exploitation de la carrière sont conduites de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

IV-7-1 - Bruit

Les bruits émis par la carrière ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse,...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie en annexe de l'Arrêté Ministériel du 23 Janvier 1997 (JO du 27 Mars 1997) relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau qui fixe les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles :

EMPLACEMENT	NIVEAU LIMITE EN DBA	
	PÉRIODE DIURNE	PÉRIODE NOCTURNE
Limite de la zone d'exploitation autorisée	70 dB(A)	55 dB(A)

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré L_{Aeq} .

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-76 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les 6 mois à proximité des zones habitées, soit au Sud de la zone B8 et à l'Est de la zone B6. Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 15 février de l'année suivante.

IV-7-2 Horaires de travail

L'exploitation du site est autorisée de 7 h 00 à 19 h 00 du Lundi au Vendredi, sauf les jours fériés.

En dehors de ces horaires, les travaux exercés sur le site ne devront pas créer de nuisances sonores susceptibles de gêner le voisinage ; ces travaux peuvent consister en des travaux de nature administrative ou en des prestations techniques d'entretien des installations.

CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES

Article V-1 : Garanties financières

La poursuite de l'exploitation de la carrière à compter du 14 Juin 1999 est strictement subordonnée à l'existence de garanties financières relatives à la remise en état du site après exploitation.

L'attestation de constitution de garanties financières est délivrée soit par un organisme de crédit, soit par une entreprise d'assurance.

Cette attestation prévue à l'Article 23-3 du Décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 1er Février 1996.

Le document établissant la constitution des garanties financières est adressé à Monsieur le Préfet du Département des Yvelines dans un délai d'un mois après la notification du présent arrêté.

Article V-2 : Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière est :

Période	du 14/6/1999 au 14/6/2004	du 14/6/2004 à l'échéance de l'autorisation
ZONES CONCERNEES	B5, B6, B7 et B8	B5
MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES	5 206 100 francs soit 793 664 euros	291 787 euros
S1 MAXIMAL	4,49	0
S2 MAXIMAL	32,08 ha	12,76 ha
L MAXIMAL	3800 m	0 m

C = Montant des garanties financières pour la période considérée

$C = S1C1 + S2C2 + LC3$

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Coûts unitaires (TTC) : C1 : 70 kF/ha
C2 : 150 kF/ha
C3 : 210 F/m

Article V-3 : Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

Article V-4 - Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans le montant des garanties financières est actualisé compte-tenu de l'évolution de l'indice TPO1.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V-3 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au Préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article V-5 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article V-6 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article 23 c) de la loi du 19 juillet 1976.

Article V-7 : Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières:

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article V-8 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières

L'exploitant fournira au 15 février de chaque année les valeurs maximales de S1, S2 et L de l'année précédente.

CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

<i>Articles</i>	<i>Documents</i>	<i>Périodicité/Échéance</i>
III-13	Plan de la carrière et annexes	15 février de chaque année
IV.3.2	Contrôles des effluents aqueux	15 février de chaque année
IV-7-1	Contrôle des niveaux sonores	15 février de chaque année
V-8	Suivi des garanties financières	15 février de chaque année

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES

Article VII-1 : Annulation, déchéance

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article VII-2 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les titres VI et VII de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, par l'article 43 du décret du 21 septembre 1977 modifié, par les articles 22 et 30 de la loi du 3 janvier 1992 et par les articles 24 à 25 de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée.

Article VII-3 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie de CARRIERES-SOUS-POISSY et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de CARRIERES-SOUS-POISSY pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et communiqué à la préfecture des Yvelines.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Le présent arrêté est inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article VII-4 : Remise en état des voiries

La contribution de l'exploitant à la remise en état de voiries départementales et communales est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs à la voirie des collectivités locales, notamment l'ordonnance 59-115 du 7 janvier 1959 et la loi du 2 août 1960.

Article VII-5 : Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

Article VII-6 : Délais et voies de recours (Article 14 de la loi du 19 juillet 1976)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif:

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installations ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE VII-7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de St Germain-En-Laye, Monsieur le Maire de Carrières Sous-Poissy, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim, Madame le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Chef du Service Régional de l'Archéologie, Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, Monsieur le Chef du Service de la Navigation de la Seine, Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et Monsieur le Délégué Militaire Départemental sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société G.S.M.



POUR AMPLIATION
LE PRÉFET DES YVELINES
et par délégation
L'Attaché, Adjoint au
Chef de Bureau


Jérôme BRAULT

FAIT A VERSAILLES, le **17 AOUT 1999**

LE PREFET DES YVELINES

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Marc DELATTRE